

## Les plus précaires ont toujours du mal à se faire soigner (ONG)

Paris, 16 oct. 2017 (AFP) -

Faibles taux de vaccination, absence de couverture maladie et de dépistage... Les plus pauvres ont toujours du mal à se faire soigner, souligne le rapport annuel de Médecins du Monde publié lundi, qui dénonce l'oubli des précaires par les politiques de santé publique.

Moins d'une personne de plus de 15 ans sur deux accueillies dans les centres de l'ONG dans plus de 30 villes de France est à jour dans ses vaccinations contre le tétanos, la diphtérie, la polio et le BCG, et moins d'une sur trois pour la rougeole-oreillons-rubéole (ROR), la coqueluche et l'hépatite, selon un constat établi par les 2.254 intervenants, bénévoles ou salariés qui y travaillent.

Pour les enfants de moins de 15 ans, les taux de vaccination sont un peu meilleurs mais restent "très insuffisants au regard des objectifs de santé publique (taux de couverture de 95%) qui permettraient de garantir une protection efficace à l'ensemble de la population", souligne le 17e rapport annuel sur l'accès aux droits et aux soins des plus démunis en France, publié par l'ONG à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère mardi.

En 2016, seuls 21% des adultes reçus en consultation médicales dans les centres de Médecins du Monde avaient déjà fait un dépistage pour les hépatites et 26% pour le VIH.

"Quand on ne sait pas où l'on va dormir le soir ou ce que l'on va manger, comment prendre soin de sa santé et entrer dans une démarche de prévention?", souligne le Dr Françoise Sivignon, présidente de l'organisation.

Les femmes sont particulièrement touchées par les difficultés persistantes d'accès aux soins chez les plus précaires: seules 29% des 25-65 ans indiquant avoir déjà réalisé un frottis cervico-vaginal au cours de leur vie, soit trois fois moins que la moyenne française. Et seules 12% de celles en âge de procréer déclarent utiliser une contraception, soit cinq fois moins que la moyenne.

Parmi les femmes enceintes, seules 5,3% disposent de droits ouverts à la couverture maladie et près de la moitié présentent un retard de suivi de grossesse. Seules 40% d'entre elles ont eu accès à des soins prénataux, alors qu'elles sont 14% à présenter des antécédents de grossesses pathologiques.

"Malgré les promesses faites lors des récentes campagnes électorales, les populations en situation de précarité sont majoritairement oubliées des politiques de santé publique et notamment en termes de prévention", dénonce l'ONG, qui demande par ailleurs la suppression de l'Aide médicale d'Etat (AME) pour les étrangers et son intégration dans le régime général de la Sécurité sociale.

"Cette mesure permettrait de lever un des principaux obstacles aux recours aux soins", qui est l'absence de couverture maladie, rappelle Médecins du Monde.

Alors que le premier projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) du gouvernement doit être examiné à partir de mardi et jusqu'à jeudi par les députés en commission, l'ONG demande que l'accès aux soins des plus précaires soit une priorité.

"Devant les renoncements aux soins des plus précaires, les député-es doivent faire de l'accès aux soins des plus précaire une priorité, une réalité. Ils doivent répondre à cette urgence sociale dès ce budget", insiste le Dr Sivignon.

Le PLFSS, présenté le 28 septembre par les ministres de la Santé Agnès Buzyn et des Comptes publics Gérard Darmanin, prévoit de réduire en un an le déficit global de la Sécurité sociale de 3 milliards d'euros.

cld/mig/pad

Afp le 16 oct. 17 à 15 11.